

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/115
13 février 2001

(01-0669)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

CINQUIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 5-7 FÉVRIER 2001

Communication de l'Indonésie

G/AG/NG/W/90 (Proposition des CE)

Ma délégation accueille avec satisfaction la proposition de négociation complète des CE. À notre avis, elle constitue une importante contribution au processus de négociation. Ma délégation est sensible à la position des CE qui reconnaît l'importance du traitement spécial et différencié pour les pays en développement. L'Indonésie se félicite de la proposition des CE à cet égard.

Avant de formuler d'autres observations, j'aimerais signaler que l'Indonésie partage toutes les préoccupations que la Malaisie a exprimées précédemment, lors de son intervention, au sujet des propositions des CE. Ma délégation appuie entièrement les vues de la Malaisie. Pour des raisons de temps, je ne les répéterai pas.

En ce qui concerne l'accès aux marchés, nous appuyons, comme les intervenants précédents, la proposition des CE tendant à utiliser la formule adoptée lors du Cycle d'Uruguay pour les réductions tarifaires.

Nous pensons aussi comme les CE que nous devons établir des règles et des disciplines afin d'améliorer la transparence, la fiabilité et la sécurité de la gestion des contingents tarifaires.

Ma délégation juge positives certaines propositions des CE dans le domaine de l'accès aux marchés, mais elle est déçue par le fait que leur proposition ne mentionne pas la nécessité de résoudre les problèmes des crêtes tarifaires et de la progressivité des tarifs dans les pays développés, un domaine dans lequel la plupart des pays en développement rencontrent des obstacles lorsqu'ils veulent pénétrer sur les marchés de certains pays développés. Ma délégation propose résolument que les CE et les autres pays développés tiennent compte sérieusement de ces problèmes pendant les négociations.

Ma délégation aimerait aussi remercier les CE d'avoir proposé que les pays développés accordent des préférences commerciales importantes aux pays en développement et aux pays les moins avancés, afin d'améliorer l'accès aux marchés pour les produits en provenance de ces pays. Toutefois, l'Indonésie est résolument d'avis que les pays développés donneurs de préférences ne devraient imposer aucune condition à la mise en œuvre des préférences commerciales.

S'agissant du soutien interne, ma délégation appuie la suggestion des CE selon laquelle les mesures prises par les pays en développement pour promouvoir les zones rurales, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté devraient être exemptées de tout engagement de réduction.

Enfin et surtout, tandis que nous partageons sans réserve le point de vue des CE selon lequel un accès en franchise devrait être accordé à la quasi-totalité des produits en provenance des pays les moins avancés, y compris les produits agricoles, ma délégation demande instamment aux CE d'accueillir favorablement la proposition de l'ANASE sur le traitement national et différencié en faveur des pays en développement qui figure dans le document G/AG/NG/W/55.

G/AG/NG/W/91 (Proposition du Japon)

L'Indonésie se félicite de la communication du Japon, qui reprend ses propositions de négociation dans divers domaines relatifs au commerce des produits agricoles, un secteur auquel tant les pays développés que les pays en développement portent un très grand intérêt.

Permettez-moi de formuler des observations sur certaines questions qui présentent un intérêt particulier pour ma délégation. Tout d'abord, au sujet de la sécurité alimentaire, l'Indonésie juge très positive la proposition du Japon tendant à ce qu'une très grande flexibilité soit accordée aux pays en développement afin d'assurer leur sécurité alimentaire. À notre avis, cette flexibilité devrait consister, entre autres, à exempter de tout engagement de réduction toutes les mesures de soutien interne prises par les pays en développement à des fins de sécurité alimentaire. En d'autres termes, la catégorie verte existante devrait être étendue à ces types de mesures. Nous estimons que cela est conforme à la proposition du Groupe de Cairns et d'autres Membres, y compris les CE.

Nous notons que la proposition du Japon contient des éléments positifs en faveur des pays en développement pour ce qui est des mesures à la frontière, mais nous regrettons que le Japon n'ait pas présenté de proposition visant à améliorer davantage les possibilités et modalités d'accès pour les produits agricoles exportés par les pays en développement. Comme le Groupe de Cairns l'a proposé, l'accord sur le commerce des produits agricoles devrait prévoir des dispositions assurant un accès effectif aux marchés pour appuyer la croissance économique de ces pays, et des instruments appropriés pour les aider à s'adapter au changement et à atténuer l'incidence du processus de réforme, en particulier pour les petits exploitants et ceux qui pratiquent l'agriculture de subsistance. À notre avis, les pays développés devraient être disposés à ouvrir davantage leurs marchés en réduisant ou en éliminant les obstacles non tarifaires et les obstacles tarifaires, y compris les crêtes tarifaires et la progressivité des tarifs, en ce qui concerne les produits présentant un intérêt pour les pays en développement.

S'agissant des taxes à l'exportation, l'Indonésie reconnaît qu'il faut assujettir à des disciplines les restrictions à l'exportation et les taxes à l'exportation, mais nous ne sommes pas d'accord avec le Japon pour dire que toutes les taxes à l'exportation devraient être consolidées. Nous jugeons aussi quelque peu problématique la proposition du Japon tendant à établir des contingents dans le cadre desquels un certain volume d'exportations serait exempté de la taxe à l'exportation.

Dans certains cas, l'Indonésie a eu recours à des taxes à l'exportation pour certains produits agricoles afin de pallier de graves pénuries alimentaires ou de protéger ses ressources naturelles. À notre avis, l'actuel article 12 de l'Accord sur l'agriculture a pleinement répondu à nos besoins et il ne faudrait pas qu'une modification de cet article compromette le traitement spécial et différencié qui y est prévu. Comme le Groupe de Cairns l'a proposé, il faudrait plutôt renforcer le traitement spécial et différencié existant, et ma délégation s'associe pleinement à cette proposition.

Au sujet de la multifonctionnalité, l'Indonésie partage le point de vue selon lequel l'agriculture remplit, par nature, diverses fonctions. Toutefois, elle estime que les règles de l'OMC devraient empêcher que des allégations non légitimes de multifonctionnalité soient utilisées par certains pays comme des mesures protectionnistes déguisées.

S'agissant de la sécurité des produits alimentaires et de la biotechnologie, l'Indonésie est aussi d'avis que la biotechnologie, en particulier dans le secteur agricole, pourrait avoir des incidences positives dans divers domaines, comme l'augmentation des rendements, la résistance des récoltes aux maladies, etc. Toutefois, alors que la biotechnologie promet de résoudre la question de la production alimentaire, en particulier dans les pays en développement, elle présente aussi certains risques qui ne sont en général pas reconnus par le public. Les règles existantes de l'OMC exigent déjà que les Membres de l'OMC fondent leurs règles sur la science et distinguent les préoccupations légitimes en matière de santé et de sécurité qui sont basées sur la science et les préoccupations des consommateurs. Ma délégation est d'avis que le public a le droit de savoir ce qu'il consomme, tout en gardant le droit de choisir et de décider. L'Indonésie estime que les prescriptions en matière d'étiquetage établies à cette fin ne devraient pas être limitées par les règles de l'OMC.

En ce qui concerne le couplage avec le "nouveau cycle", l'Indonésie est très préoccupée par la proposition de certains Membres, y compris le Japon, selon laquelle les négociations sur l'agriculture devraient être menées et conclues sous forme d'un engagement unique dans le cadre d'un nouveau cycle. L'Indonésie estime que les négociations sur l'agriculture, en tant que négociations prescrites, sont à part et devraient avoir lieu indépendamment d'un éventuel nouveau cycle de négociations.

G/AG/NG/W/102 (Communication de l'Inde)

Tout d'abord, j'aimerais remercier la délégation indienne pour ses propositions très complètes. L'Indonésie partage nombre d'idées qui sont énoncées dans ces propositions, qui, selon nous, sont non seulement similaires à la position du Groupe de Cairns mais prévoient aussi d'accorder aux pays en développement un traitement spécial et différencié qui serait concret et opérationnel.

Passant aux observations spécifiques, j'aimerais mentionner brièvement certaines questions soulevées dans les propositions indiennes.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, auquel l'Indonésie attache une grande importance, nous pensons comme l'Inde que:

- les importations subventionnées peuvent menacer les moyens de subsistance des exploitants dans de grands pays agricoles comme l'Inde et l'Indonésie, car les exploitants pratiquant une agriculture de subsistance dans les pays en développement ne peuvent pas soutenir la concurrence de ces types d'importations;
- un niveau minimal d'autonomie est nécessaire pour assurer l'accès physique aux produits alimentaires dans les pays en développement. L'Indonésie a exprimé une position similaire à la réunion précédente de la session extraordinaire sur l'agriculture qui s'est tenue en novembre dernier.

Étant donné l'importance des questions relatives à la sécurité alimentaire pour les pays en développement, l'Indonésie appuie résolument la proposition indienne tendant à établir une "catégorie sécurité alimentaire" en faveur de ces pays. À cet égard, l'Indonésie appuie expressément la plupart des éléments de cette proposition, tels qu'ils sont repris au paragraphe 13 de la proposition sur la sécurité alimentaire figurant dans le document G/AG/NG/W/102. Par exemple, s'agissant du soutien interne, ma délégation souscrit à la proposition indienne selon laquelle le soutien par produit accordé aux exploitants qui ont de faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées devrait être exclu du calcul de la MGS. En outre, l'Indonésie appuie la proposition indienne tendant à ce que toutes les mesures de soutien interne adoptées par les pays en développement en matière de lutte contre la pauvreté, de développement rural, d'emploi rural et de diversification de l'agriculture devraient être exemptées de tout engagement de réduction.

En ce qui concerne l'accès aux marchés, ma délégation accueille avec une très grande satisfaction la proposition indienne, qui est très similaire à celle du Groupe de Cairns, à savoir réduire de manière substantielle les crêtes tarifaires et la progressivité des tarifs dans les pays développés. Au sujet du mécanisme de sauvegarde, ma délégation estime, comme l'Inde, que tous les pays en développement devraient pouvoir recourir à un mécanisme de sauvegarde distinct, quelle que soit la tarification, en cas d'accroissement soudain des importations ou de baisse des prix. Cette disposition spéciale protégerait la production nationale des pays en développement afin de répondre aux besoins alimentaires nationaux et d'assurer les moyens de subsistance des petits exploitants démunis.

Enfin, ma délégation se réjouit à la perspective de coopérer avec la délégation indienne et les autres délégations pour établir des règles du jeu plus uniformes dans le commerce des produits agricoles en rendant les pays en développement plus à même de participer pleinement au commerce international et en favorisant la réalisation de leurs objectifs en matière de développement.
